

5 morts et six blessés dans un nouvel accident à Chlef

# Les routes continuent d'endeuiller les familles algériennes

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4440 - Dimanche 1<sup>er</sup> avril 2018 - Prix : 10 DA

Education

## Prochain colloque sur la fraude en milieu scolaire

Page 4

Accidents de la route devant les établissements scolaires

# Un phénomène que la DGSN œuvre à limiter

Page 2

## A quoi joue la Turquie ?

Par Mohamed Habili

**L**e fait que le président français ait offert ces dernières heures ses bons offices dans le conflit opposant les Forces démocratiques syriennes à la Turquie lui a valu d'être traité par son homologue turc de rien moins que de complice du terrorisme. Que ne serait-il alors lui en droit de dire de Teyyip Erdogan, qui a joué la carte terroriste, notamment en veillant à garder ouvertes les frontières devant l'afflux en Syrie de djihadistes accourus des quatre coins du monde, une séquence qui tout de même a duré de longues années depuis 2011 ? Plus que d'ami actif du terrorisme, de terroriste lui-même, et à ce titre traduisible devant quelque tribunal international ? Le régime turc ne s'est pas contenté de laisser les terroristes passer en nombre en Syrie, il a également organisé le transport de leur armement, celui-ci étant envoyé notamment par les monarchies du Golfe, mais pas seulement par elles, avec d'autant plus d'allant et de générosité que presque personne ne pensait alors que le régime syrien allait pouvoir s'en sortir. Mais dès lors que les Turcs sont arrivés à la conviction que ce régime ne tomberait pas, ils n'ont pas seulement fermé leurs frontières, ils ont changé de camp, passant de celui qui dirigeait les Etats-Unis à celui des Russes. Toutefois sans rompre avec le premier. Du temps où ils appartenaient au camp américain, ils n'ont pas hésité à abattre un avion russe, qui n'avait peut-être même pas violé leur espace aérien.

Suite en page 3

Nouvelles manifestations au lendemain d'une journée sanglante à Ghaza

# Israël commet un carnage sur les Palestiniens



Des milliers de personnes ont participé aux funérailles des manifestants tués, certains portant des drapeaux palestiniens et scandant des slogans de « vengeance ». Vendredi, l'armée israélienne a ouvert le feu sur des Palestiniens qui s'étaient approchés à quelques centaines de mètres d'une barrière ultra-sécurisée séparant Israël de la bande de Ghaza. Lire page 3

Tayeb Zitouni

## «Il n'y a ni tabou ni censure pour l'écriture de l'histoire»

Page 2

L'ONDA lance une opération

## Sensibilisation à Paris en direction des artistes et créateurs algériens

Page 13

5 morts et six blessés dans un nouvel accident à Chlef

# Les routes continuent d'endeuiller les familles algériennes

■ La route algérienne demeure toujours un chemin de deuil. Une collision entre deux véhicules légers, survenue dans la nuit de vendredi à samedi à Chlef, a fait cinq morts et six blessés.

Par Louiza Ait Ramdane

L'accident est survenu aux environs de 21h30mn vendredi sur la RN19 reliant Chlef et Ténès, à hauteur de la commune de Bouzeghaia, cinq personnes ont trouvé la mort. Cet accident a également causé des blessures à six autres personnes, dont deux jeunes gens de 27 et 30 ans, qui ont subi des interventions chirurgicales, au moment où deux autres blessés souffrent de traumatismes divers, tandis qu'une fillette a quitté l'hôpital après avoir reçu les soins nécessaires. Selon le chargé de la communication auprès de la Protection civile de la wilaya, le lieutenant Mohamed Mesaâdia, l'accident est survenu suite à une collision entre deux véhicules touristiques, dont l'un transportant une famille de Tadjna, et l'autre quatre jeunes gens de la commune de Bouzeghaia. Trois unités de la Protection civile ont été nécessaires pour le transport des victimes vers l'hôpital de Chetia et la polyclinique d'Ouled Fares, a-t-il ajouté. Une enquête a été ouverte pour déterminer les cir-



constances exactes de l'accident. Selon un autre bilan de la Protection civile, neuf personnes ont trouvé la mort et 37 ont été blessées dans 12 accidents de la circulation survenus au cours

des dernières 48 heures sur le territoire national. La wilaya de Tébessa déplore le bilan le plus lourd avec le décès de 2 personnes alors qu'une autre a été blessée suite à une collision

entre deux véhicules légers survenue dans la commune de Boukhadra. Les routes continuent d'endeuiller les familles algériennes. En dépit des campagnes de sensibilisation entre-

prises et les appels à la vigilance en vue d'arrêter l'hémorragie sur nos routes, ou du moins atténuer le phénomène, on enregistre toujours une constante recrudescence. La situation empire et l'indiscipline des conducteurs reste la principale cause du fléau, en plus de l'état des véhicules, des routes et la négligence des piétons.

Toutes les mesures de sensibilisation au respect du code de la route n'empêchent pas de dénombrer tous les mois des accidents de la circulation. Le renforcement de la sécurité et de la prévention routière par la sensibilisation et l'installation d'un millier de radars sur les routes n'aurait pas suffi. Les radars sont repérés par les conducteurs. Le principal défi réside dans le changement des mentalités et des comportements dans notre société. En plus de mesures techniques visant à maintenir la répression, il est vital d'inculquer la culture de la prudence routière dans les auto-écoles ainsi que les écoles pour que la prudence sur la route devienne un réflexe quotidien.

L. A. R.

Accidents de la route devant les établissements scolaires

## Un phénomène que la DGSN œuvre à limiter

En vue de limiter le phénomène des accidents de la route que connaît la plupart des wilayas du pays, précisément devant les établissements scolaires, la Direction générale de la Sûreté nationale a affirmé qu'elle avait mis en place «des mesures de facilitation œuvrant à assurer aux élèves un retour calme dans leurs établissements après la fin de leurs vacances de printemps». Après quinze jours de repos, les élèves dans les quatre coins du

pays reprennent aujourd'hui le chemin des écoles, entamant ainsi le dernier trimestre scolaire de l'année 2017-2018. Certain de ces élèves vont emprunter des chemins dangereux et, durant un mois et demi, croiser des conducteurs assoiffés de vitesse qui n'ont aucun respect du code de la route. En vue de lutter contre les accidents de la route devant les établissements éducatifs, la Direction générale de la Sûreté nationale a indiqué dans

un communiqué que «nous veillons à assurer la fluidité routière sur les routes, ainsi que la couverture sécuritaire aux alentours des établissements scolaires». Ces mesures de facilitation portent sur «l'intensification des opérations de sécurisation et de surveillance des périmètres de l'ensemble des écoles, collèges et lycées, outre l'intensification des patrouilles motorisées et pédestres sur les routes qui connaissent une grande circulation des élèves et de leur parents, en vue d'assurer leur déplacement en toute quiétude». Ces mesures visent à «limiter le phénomène de la congestion routière que connaissent la plupart des wilayas du pays après le congé», selon la même source qui précise que, dans ce cadre, «la présence des forces de police dans les intersections et points noirs a été renforcée, tout en la multipliant également au niveau des points de contrôle et des barrages, en sus de la mobilisation des patrouilles de brigades de la sécurité routière», conclut le communiqué. De leur côté, les services de la Gendarmerie nationale d'Aïn Defla lanceront mardi prochain une campagne de sensibilisation contre les accidents de la route à proximité des établissements scolaires du premier palier de trois communes de la wilaya, a indiqué le responsable de la cellule de communication et des relations publiques du groupement territorial de ce corps de sécurité. L'objectif de cette campagne qui sera lancée dans les communes de Khémis Miliana, El Attaf et Aïn Defla, est d'ancrer la culture se rapportant à la circulation routière chez les enfants qui, à la faveur de leur perception idéaliste des choses,

ne manqueront certainement pas de transmettre le message à leurs parents, a indiqué le lieutenant Taïbi Saliha, à l'ouverture de la campagne nationale de sensibilisation sur les accidents de la route lancée à l'initiative de l'Association nationale de la sécurité routière sous le slogan «Pour un retour aux classes sans accidents». Des cours théoriques et pratiques sur la manière de conduire ainsi que sur la nécessité du respect des plaques de signalisation figurent au programme de cette campagne, a-t-elle précisé, observant que la fougue des enfants peut être d'un grand apport dans la lutte contre les accidents de la route. Relevant les répercussions psychologiques, sociales et financières des accidents de la route, le représentant de la sûreté de wilaya d'Aïn Defla, le lieutenant Sid Ahmed Kouadri, a pour sa part mis en exergue la stratégie de la DGSN dans la lutte contre les accidents de la route, basée essentiellement sur le travail de proximité en vue d'asseoir la culture inhérente au respect du code de la route. Motivant le choix de la date de la tenue de cette rencontre par l'intensité du trafic routier à la veille du retour des élèves à leurs classes, le président de l'Association nationale de la sécurité routière, Chekiane Ali, a soutenu que la lutte contre les accidents de la route «ne doit pas constituer le souci des services de sécurité uniquement». Déplorant le fait que dix morts sont parfois enregistrés sur les routes du pays, il a mis l'accent sur «la nécessité de l'implication de la société civile pour atténuer l'hécatombe qui s'abat sur les routes du pays».

Thininene Khouchi

Tayeb Zitouni

### «Il n'y a ni tabou ni censure pour l'écriture de l'histoire»

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitoun a déclaré, hier, qu'il n'y a ni tabou ni d'interdits dans l'écriture de l'histoire de la guerre de Libération nationale et encore moins des lignes rouges hormis celles de l'unité et des constantes nationales. Pour le ministre, qui s'exprimait depuis Tassafat Ouguemoune dans la wilaya de Tizi Ouzou où il prenait part à la commémoration du 59<sup>e</sup> anniversaire de la mort du colonel Amirouche, a appelé tous les Algériens et Algériennes, particulièrement celles et ceux de la Kabylie, à participer activement à collecter tous les faits et les témoignages en relation avec la révolution en insistant : «Vous, enfants de la Kabylie, vous avez encore plus de responsabilité dans la préservation de l'unité nationale car la majorité des officiers de l'ALN sont issus de votre région». Tayeb Zitouni a également mis l'accent sur l'attachement de Amirouche et de tous les martyrs et les moudjahidine de la Wilaya III historique à l'unité territoriale de l'Algérie, soulignant qu'ils avaient combattu l'occupant français partout à travers le pays. Le président de la Fondation Amirouche, initiatrice de la commémoration, Nordine Ait Hamouda, a lors de sa prise de parole rappelé quelques faits liés au parcours de son père sans manquer d'inviter le ministre à veiller est ce qu'on ne falsifie plus l'histoire enseignée aux enfants à l'école en citant plusieurs exemples. A noter qu'une foule nombreuse a pris part aux festivités commémoratives de ce 59<sup>e</sup> anniversaire de la mort du colonel Amirouche.

Hamid M.





## Education

# Prochain colloque sur la fraude en milieu scolaire

■ Des spécialistes de plusieurs régions du pays feront un état des lieux de ce phénomène, débattront de ses causes, de ses répercussions sur le cursus scolaire de l'élève.

Par Hasni T.

Le 2<sup>e</sup> colloque scientifique national sur la fraude en milieu scolaire se tiendra les 4 et 5 avril prochain à Arzew, à l'est d'Oran, a-t-on appris hier des organisateurs. Cette rencontre, organisée par la Direction de wilaya de l'éducation et l'Association des parents d'élèves du lycée Emir Khaled d'Arzew, en collaboration avec les établissements d'enseignement supérieur d'Oran, permettra de diagnostiquer les causes de ce phénomène qui commence à prendre de l'ampleur et les moyens permettant de l'endiguer. Des spécialistes de plusieurs régions du pays feront un état des lieux de ce phénomène, débattront de ses causes, de ses répercussions sur le cursus scolaire de l'élève, comme ils abor-



P.H.D.R.

## Vents violents sur les régions côtières La Protection civile appelle les citoyens à la vigilance

LA PROTECTION civile a appelé hier les citoyens à la vigilance et au respect des consignes de prévention de base en raison des vents violents qui soufflent sur les régions côtières du pays avec des pics pouvant atteindre 80 km/heure. Ces consignes, destinées à éviter les accidents domestiques et accidents de la circulation liés aux conditions climatiques défavorables, consistent, notamment, à ranger et fixer les objets sensibles au vent ou susceptibles d'être endommagés, et à prévoir des moyens d'éclairage de secours qui n'ont pas besoin d'électricité (par exemple des lampes torches avec des piles de rechange). Les services de la Protection civile recommandent aussi de protéger les éléments vitrés en fermant volets, persiennes et rideaux et en remontant les stores, de s'éloigner des fenêtres, et de mettre à l'abri son véhicule, ses animaux et son matériel. Il est également recommandé de ne pas s'approcher des bords de mer, de lac ou de fleuve, de ne pas sortir en mer, alors que les professionnels du bâtiment sont priés de mettre leurs grues en position girouette. La Protection civile invite, en outre, les citoyens, avant tout déplacement, de se renseigner sur la météo et sur l'état du réseau routier, et, en cas de déplacement, d'éviter les secteurs boisés, de limiter la vitesse et prévenir un proche de l'heure de départ, de la destination et de l'heure d'arrivée.

L. Ouali

deront ses approches morales et religieuses et insisteront sur le renforcement de la prise en charge psychologique et éducative des élèves, notamment à l'approche de la période des examens scolaires. Selon la problématique de ce colloque, la per-

sistance de ce fléau s'explique par les difficultés de scolarité que rencontrent certains élèves en dépit des cours de soutien qui leur sont donnés, par les difficultés d'assimilation et de compréhension de certains cours, notamment ceux ayant trait aux

matières essentielles et par la perte d'un échec scolaire pouvant compromettre le reste du cursus scolaire et de l'avenir professionnel. Cinq axes de réflexion et de débats seront proposés aux participants. Il s'agit des moyens d'enseignement et

leur impact sur le sujet de fraude, la mise à niveau scolaire et son impact sur la fraude, recours aux principes moraux et religieux pour lutter contre ce phénomène, traitement de la fraude et rôle des parents face à la fraude scolaire.

H. T./APS

## 2<sup>e</sup> édition de Algerian Cluster Day

### «Le cluster, levier de dynamique économique»

Quels sont les dispositifs qui permettent l'éclosion d'un cluster et surtout sa pérennité ? Comment se construit et s'organise un cluster ? Quel est le profil d'un manager de cluster ? Quel est l'intérêt pour une entreprise d'adhérer à un cluster ? Comment cela se passe ailleurs ? Telles sont les problématiques auxquelles devra répondre la 2<sup>e</sup> édition de Algerian Cluster Day qui se tiendra ce mardi à l'Incubateur du Cyberparc de Sidi Abdellah. Le World Trade Center Algiers organise, en partenariat avec l'ANPT (Agence nationale de la promotion et du développement des parcs technologiques) et MedAgora Consulting, la seconde édition du Forum des Clusters intitulé «Algerian

Cluster Days», avec pour thématique : «Le Cluster, levier de dynamique économique de l'entreprise et du territoire». Cette deuxième édition rassemblera les clusters, les entreprises, les institutions administratives et économiques publiques et privées, les universités et centres de recherches et de la dynamique impulsée par le ministère de l'Industrie et des Mines dans ce domaine. Un thème choisi, selon les organisateurs, en raison des «mutations économiques mondiales qui vont de plus en plus vite et que la difficile conjoncture que traverse actuellement l'Algérie sensibilise celle-ci à la nécessité d'une dynamique économique d'ensemble (hors hydrocarbures) créatrice de richesses

et d'emplois». En effet, poursuivront-ils, il s'agit, lors de cette deuxième édition du Forum des clusters, de mettre en exergue «la pertinence des clusters (lieu de synergie de réseaux d'entreprises, d'universités/centres de recherche et de collectivités publiques) pour développer des produits innovants et être compétitif comme un des leviers importants de cette dynamique».

Aussi, relevant l'intérêt pour une entreprise d'intégrer un cluster, ils indiqueront que les principaux objectifs de cette 2<sup>e</sup> édition est d'«avoir un regard croisé sur le développement des clusters en Algérie en faisant rencontrer différents acteurs du public et du privé, montrer concrètement l'intérêt à développer un cluster,

réfléchir aux pratiques en cours et les faire évoluer vers plus d'efficacité et d'opérationnalité et enfin de montrer aussi les expériences étrangères». Ainsi, deux ateliers se tiendront durant ce forum. Le premier est dédié pour le groupe de clusters boissons, agroalimentaires (Sétif et Blida), agrumicole, datte. Quant au 2<sup>e</sup> atelier, il concernera le groupe de clusters numérique, mécanique (Constantine et Oran), énergie solaire, industries créatives, tourisme, arts graphiques. Tous les deux devront dresser un état des lieux des clusters en relevant les problèmes rencontrés pour ensuite proposer des solutions devant y remédier.

L. N.

## Médéa /Locaux à usage professionnel non exploités

### Menace d'annulation des décisions d'affectation

Une procédure d'annulation des décisions d'affectation des locaux à usage professionnel non exploités à ce jour sera engagée à l'encontre des bénéficiaires défaillants et leur remplacement par des demandeurs «sérieux et aptes à les faire fonctionner», a averti hier le wali de Médéa. «Les bénéficiaires des locaux à usage professionnel sont mis en demeure d'entamer, dans les plus brefs délais, l'exploitation des locaux

qui leur ont été attribués, depuis plusieurs années, faute de quoi il sera procédé à l'annulation des décisions d'affectation qui leur ont été attribuées», a indiqué le chef de l'exécutif, Mohamed Bouchemma, lors d'une rencontre avec les élus locaux. Ces derniers ont été instruits d'engager, dès à présent, une procédure en vue de récupérer les locaux non exploités, après plus de dix ans d'attribution, et de préparer une

liste de demandeurs réunissant toutes les conditions d'éligibilité, notamment sur le plan financier et l'aptitude à faire fonctionner ces locaux, a-t-il souligné. Un délai d'un mois a été accordé aux Assemblées populaires communales (APC) pour assainir ce dossier et mettre un terme à la dégradation de ce patrimoine communal, dont «l'abandon prive les collectivités de ressources financières non négligeable», a fait

remarquer le wali. La consistance du parc de locaux à usage professionnel concerné par cette mesure est estimée à 1 727 locaux, ventilés sur plusieurs communes, selon les chiffres présentés lors de cette réunion par les services du secrétariat général, tandis que 341 autres locaux, sur un total de 3 651 locaux répartis dans la wilaya, n'ont toujours pas été distribués.

M. L.

## Industrie

# Signature d'une convention algéro-africaine de partenariat

■ Une convention algéro-africaine a été signée en marge du Salon des savoir-faire en sous-traitance industrielle (Midest) de Villepinte, qui a fermé ses portes vendredi, a-t-on appris hier d'un responsable algérien dans la sous-traitance industrielle.

Notre entreprise vous accueille sur son stand

**MIDEST**  
Paris

Salon des savoir-faire  
en sous-traitance  
industrielle

27 / 30  
MARS  
2018  
PARC DES EXPOSITIONS  
PARIS-NORD VILLEPINTE

Par Assia D.

« Une convention-cadre a été signée par la Bourse de sous-

traitance et partenariat de l'Ouest (BSTPO) et la Chambre internationale du conseil et du partenariat, en marge du Midest », a précisé à l'APS le président de la

BSTPO, Rachid Bekhechi. Cette convention permettra, a-t-il expliqué, aux entreprises algériennes de passer à l'internationale, notamment dans le continent

africain où de nombreux pays sont à la recherche de partenaires dans le secteur industriel. Il est prévu de la cadre de cet accord des voyages d'affaires de responsables d'entreprises algériennes dans les 13 pays membres de la chambre afin de développer des relations de coopération et de partenariat, explorer les besoins du marché africain pour y accéder et développer l'exportation des produits de la sous-traitance industrielle algérienne. Faisant partie d'un réseau de plus de soixante Bourses de sous-traitance et de partenariat, réparties dans une quarantaine de pays dans le monde (en Afrique, Europe, Asie et Amérique Latine), la Bourse de sous-traitance et de partenariat de l'Ouest (BSTPO) a vu le jour le 9 novembre 1997. Outre l'animation et le développement de la sous-traitance et du partenariat et la constitution d'une banque de données, la BSTPO a pour mission de mettre en relations d'affaires des donneurs d'ordres avec des sous-traitants. Elle a participé au Midest, aux côtés des 20 entreprises algériennes, activant dans la sous-traitance industrielle dans les filières de la mécanique, l'électricité, l'électronique, du plastique,

du caoutchouc et composites, de la métallurgie et les services liées, rappelle-t-on. A. D./APS

## Italie Prix à la consommation en hausse de 0,9% en mars sur un an

LES PRIX à la consommation en Italie ont augmenté de 0,9% en mars sur un an, après une hausse de 0,5% en février, selon des chiffres publiés par l'Institut national des statistiques (Istat). Sur un mois, les prix ont augmenté de 0,4% en raison de la hausse des produits alimentaires transformés (+1,3%), du tabac (+1,8%) et des services liés aux transports (+1,7%), selon l'Istat. Depuis le début de l'année, l'inflation a augmenté de 0,7% en Italie. L'an passé, le pays a vu ses prix à la consommation progresser de 1,2%, après avoir affiché un recul de 0,1% l'année précédente. La baisse enregistrée en 2016 était la première survenue depuis 1959, année où les prix avaient diminué de 0,4%. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission européenne prévoient une inflation de 1,2% en 2018 en Italie. Agences

## Hongrie Le chômage stable à 3,8% en décembre-février

LE TAUX de chômage est resté stable en Hongrie à 3,8% de la population active pour la période allant de décembre à février, demeurant à son plus bas historique atteint en septembre-novembre, a annoncé le Bureau central des statistiques KSH. Le taux de chômage hongrois s'était établi à 4,4% à la même période un an plus tôt. KSH ne publie pas de chiffres mensuels du chômage, estimant qu'ils sont trop volatils. Selon la norme européenne harmonisée d'Eurostat, le taux de chômage était de 3,8% en décembre, dernier mois disponible. Ce taux de chômage, l'un des plus bas de l'UE, s'inscrit dans un contexte de croissance régulière tirée par les exportations et l'expatriation d'un nombre important de Hongrois en raison des faibles salaires dans le pays. En 2017, le taux de chômage moyen en Hongrie était descendu à 4,2%, contre 5,2% en 2016. Le gouvernement table sur une croissance économique moyenne d'au moins 4,3% en 2018, après 4% en 2017. R.E.

## Pétrole

## Le prix du panier de l'Opep à 66,05 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi mercredi à 66,05 dollars le baril, contre 66,80 la veille, a indiqué cette Organisation sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze (14) types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Jeudi, les prix de l'or noir à Londres et à New Yourk ont fini en hausse, profitant d'un recul du nombre de puits de pétrole actifs aux Etats-Unis, selon la société Baker Hughes. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai, a fini à 70,27 dollars sur l'Intercontinental

Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 74 cents par rapport à la clôture de mercredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance a avancé de 56 cents à 64,94 dollars. Selon la société américaine Baker Hughes, le nombre hebdomadaire de puits de pétrole actifs aux Etats-Unis, qui donne une indication de la production américaine de brut à venir, a reculé de 7 unités à 797 puits. Mercredi, l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) a indiqué que la production américaine a culminé à 10,43 millions de barils par jour lors de la semaine achevée le 23 mars. Pour la semaine achevée le 23 mars, les analystes tablent ainsi sur une hausse du brut de 450 000 barils, d'une baisse de 2,38 millions de barils de ceux

d'essence, et de 2,15 millions de barils de ceux d'autres produits distillés (fioul de chauffage et diesel), selon la médiane d'un consensus Bloomberg. D'autre part, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires ont respecté leur accord de limitation de la production à un niveau record. Selon le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays Opep et non Opep (JMMC), les pays participant à l'accord ont atteint un nouveau record de respect des objectifs de limitation de la production, qui a atteint un niveau de 138%, selon le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays Opep et non Opep (JMMC). Pour rappel, les pays producteurs de l'Opep,

associés à dix autres producteurs non membres de l'Opep dont la Russie, s'étaient pour leur part mis d'accord fin 2016 pour limiter leur production afin de contenir la chute des cours. Alors que l'accord de l'Opep et de ses partenaires est actuellement prévu jusqu'à fin 2018, le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, dont le pays s'est engagé aux côtés de l'Opep à limiter sa production pour éviter un déséquilibre du marché, a affirmé récemment que la fin de l'accord se ferait uniquement si le marché était rééquilibré. Dans son dernier rapport, l'Opep a revu en hausse de 0,28 million de barils par jour (mbj) son estimation de la production non-Opep cette année: elle devrait atteindre 59,53 mbj, soit une croissance de 1,66 mbj sur un an. Younés F.

## Banques

## La Chine et l'Australie renouvellent un accord d'échange de devises

Les banques centrales de la Chine et de l'Australie ont décidé de renouveler un accord d'échange de devises, a annoncé la Banque populaire de Chine (BPC). Cet accord permet à la BPC et à la Banque de réserve d'Australie d'échanger 200 milliards de yuans (environ 31,8 mil-

liards de dollars) contre 40 milliards de dollars australiens, selon un communiqué publié par la BPC. Il sera valide pendant trois ans et pourra être prolongé avec le consentement des deux parties. L'accord vise à faciliter le commerce et l'investissement bilatéraux ainsi qu'à promouvoir

la croissance des économies des deux pays, selon la même source. Les deux banques ont signé en mars 2012 un accord d'échange de devises de 200 milliards de yuans pour une période initiale de trois ans. Cet accord a été prolongé en 2015 pour une autre période de trois ans. Un accord

d'échange de devises permet à deux institutions d'échanger des paiements dans une devise contre des montants équivalents dans l'autre, afin de faciliter les transactions commerciales bilatérales et de fournir un soutien en liquidités aux marchés financiers. A. A./APS

## Boumerdès

# Près de 200 millions de DA pour le soutien du développement à Naciria et Ouled Aïssa

■ Une enveloppe de près de 200 millions de DA a été affectée au soutien du développement dans les communes de Naciria et Ouled Aïssa, à l'Est de la wilaya de Boumerdès, a-t-on appris auprès du wali.

Par Lyes B.

Inscrite au titre des Plans communaux de développement (PCD) pour l'exercice 2018, cette dotation financière est destinée à la réalisation d'une vingtaine d'opérations de développement dans ces deux communes, a indiqué Abderrahmane Madani Fouatih, dans une déclaration à l'APS, en marge d'une rencontre, dans la daïra de Naciria, consacrée à la sélection de projets prioritaires au profit de ces deux collectivités locales. Une dotation de plus de 80 millions de DA (sur l'enveloppe suscitée) a été destinée à la réalisation de 10 actions de développement dans la commune de Naciria (plus de 41 000 habitants). Ces actions porteront sur l'aménagement de routes, la réalisation de réseaux d'assainissement et d'aménagements urbanistiques, l'éclairage public et l'éradication du commerce informel, entre autres. Sachant que la localité a bénéficié d'une autre enveloppe supplémentaire de 35 millions de DA, au titre du Fonds commun des collectivités locales, destinée au soutien de la réalisation d'autres opérations de développement. La commune de Naciria compte à son actif 27 opérations de développement, au titre des PCD de l'exercice 2017, dont une majorité toujours en cours de réalisation, au moment où une enveloppe de 10 millions de DA est affectée à l'installation de lampes LED sur son réseau d'éclairage public. Quant à la commune d'Ouled Aïssa (9 000 habitants), elle a bénéficié d'une dotation de 80 millions de DA pour le financement de 10 opérations de développement, parallèlement à un autre montant supplémentaire de 17 millions de DA, au titre du Fonds commun des collectivités locales. Une grande partie de ces opérations de développe-

ment portent sur la réhabilitation et entretien de réseaux AEP et d'assainissement, le revêtement de routes et le renouvellement des réservoirs d'eau. Sachant que la collectivité compte 20 opérations de développement, au titre des PCD de l'exercice 2017, dont une majorité toujours en cours de réalisation. Cette séance d'arbitrage marquée par la présence de l'ensemble des élus de ces localités, est inscrite au titre de la mise en application du principe de la «*démocratie participative*» et de la «*gestion transparente de l'acte de développement local*», a indiqué le wali. Il a, néanmoins, insisté sur la réalisation et la réception de tous les projets non lancés, car il est «*inadmissible*», a-t-il estimé, qu'un taux de «*50 % des opérations demeurent en souffrance au moment où d'innombrables insuffisances sont constatées*



dans divers domaines». Le chef de l'exécutif a en outre exprimé son engagement quant au financement d'autres actions de développement, aux communes, qui auront consommé leurs dotations financières, avant la fin 2018.

L. B./APS

## El Tarf

## Installation d'une commission de wilaya pour la restitution des terres agricoles inexploitées

Une commission de wilaya d'animation et d'orientation de l'investissement agricole (AOIA) a été installée, dans le cadre de la restitution des terres agricoles inexploitées attribuées au titre de l'investissement agricole au niveau de la wilaya d'El Tarf, a indiqué le chef de l'exécutif local. Intervenant lors de la première Assemblée populaire de la wilaya (APW) pour l'exercice 2018, le wali Mohamed Belkateb a précisé que ladite commission, regroupant différents secteurs concernés a été installée conformément à la circulaire interministérielle n°1839 du 14 décembre 2017, portant accès au foncier agricole relevant du domaine privé de l'Etat, destiné à l'investissement dans le cadre de la mise en valeur des terres par la concession. Selon le directeur local des services agricoles (DSA), Kamel Benseghir, six périmètres agricoles situés en zones montagneuses relevant de la wilaya d'El Tarf ont été récupérées, dans le cadre de l'exécution de cette circulaire souli-

gnant que ces terres seront redistribuées à d'autres bénéficiaires, notamment ceux demandeurs de microcrédits, au titre du dispositif d'aide à l'emploi. Environ 15 000 hectares, anciens périmètres créés à travers différentes communes de cette wilaya frontalière, n'ont pas encore été attribués, signale-t-on en précisant que cette opération s'inscrit dans le cadre de la concession agricole. Les efforts portant prospection pour la création de nouveaux périmètres se poursuivent, depuis une année, a-t-on également fait savoir en rappelant que la wilaya d'El Tarf, qui dispose d'une superficie agricole globale de l'ordre de 84 000 hectares dont 74 173 hectares de SAU (superficie agricole utile) auxquelles s'ajoutent 15 000 hectares de superficie irriguée, compte 12 000 exploitations agricoles dont 6 000 de statut privé, 1 115 EAC (exploitations agricoles collectives), 1 466 EAI (exploitations agricoles individuelles) et six fermes pilotes. Plusieurs

points dont celui ayant trait au retard enregistré dans le rythme d'avancement des travaux du nouveau pôle universitaire d'El Tarf, au nouveau plan de circulation ainsi qu'à la préparation du prochain mois de ramadhan et des préparatifs en cours, en prévision de la prochaine saison estivale sont au menu de cette première session marquée également par la présentation du bilan annuel de la wilaya consacré aux opérations décentralisées. Une enveloppe financière de 875 millions de dinars a été retenue, a-t-on, par ailleurs, souligné, pour la concrétisation de sept opérations au profit des secteurs des ressources en eau, la santé, la formation professionnelle et les forêts auxquelles s'ajoutent plus d'un milliard de dinars attribué, au titre du PCD, pour la réalisation du nouveau programme de 2017, portant sur un total de 127 opérations diverses.

Hocine A.

## Khenchela

## Projet de réalisation de 300 km de réseaux d'électrification rurale

La wilaya de Khenchela vient de bénéficier de nouveaux projets portant réalisation de 300 km de réseaux d'électrification rurale et de 300 km de pistes agricoles devant renforcer le secteur agricole, a indiqué le wali Kamal Nouicer. Le chef de l'exécutif local a précisé, en marge de la présentation du bilan annuel des activités de la wilaya de l'année 2017 liées au domaine du développement local, que ces projets sont inscrits dans le cadre de la poursuite des efforts consentis par l'Etat visant l'amélioration du quotidien des citoyens et l'appui du développement local. Ces opérations qui profiteront aux 21 communes de la wilaya, permettront

«*le soutien de l'économie locale en s'appuyant sur l'agriculture*», a affirmé le même responsable lors de cette rencontre tenue au siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), a ajouté M. Nouicer. Le même responsable a, par ailleurs, souligné que les agriculteurs versés dans l'arboriculture activant dans les zones montagneuses de la commune de Bouhmama, dans la wilaya de Khenchela, «*bénéficieront d'un réseau d'irrigation du goutte-à-goutte, ainsi que des équipements fonctionnant à l'énergie solaire d'un coût de 200 millions de dinars*». Il sera procédé également, a ajouté le même responsable, à l'attribution de plants

d'arbustes en faveur d'agriculteurs de cette région dans le cadre de l'extension des surfaces

plantées et des subventions pour le soutien des familles nécessiteuses du monde agricole par la

distribution de troupeaux de moutons et des outils d'apiculture.

T. Kh.

## Biskra

### Augmentation remarquable du niveau des eaux des barrages dans la wilaya

LE NIVEAU des eaux des barrages Menbaâ Ghozlane et Foum El Ghorza dans la wilaya de Biskra a connu une augmentation remarquable de près de 1,2 million m<sup>3</sup>, a indiqué le directeur local des ressources en eau.

Le barrage de Menbaâ Ghozlane de la commune de Loutaya a vu son volume d'eau augmenter de 600 000 m<sup>3</sup>, alors que celui de Foum El Ghorza, dans la commune de Sidi Okba, a cumulé dernièrement 632 000 m<sup>3</sup>, a indiqué à l'APS Belaid Mazraket, soulignant que les dernières précipitations ont contribué à l'augmentation du volume d'eau dans ces deux infrastructures hydrauliques.

D'une capacité de stockage de 55 millions m<sup>3</sup>, le barrage de Manbaâ El Ghozlane, qui est le plus important de la wilaya de Biskra, a atteint la barre de 16,8 millions m<sup>3</sup>, a ajouté le même responsable, précisant que cet ouvrage hydraulique permet d'irriguer 1600 hectares de terres agricoles. Quant au barrage de Foum El Ghorza, dont le niveau des eaux a atteint 1,3 million m<sup>3</sup>, il renforce le premier ouvrage dans l'opération de l'expansion des périmètres irrigués et fournit les quantités d'eau nécessaires aux oasis de Sidi Okba et de Manbaâ El Ghozlane.

R.R.

6<sup>e</sup> Conférence sur le droit des peuples à la résistance

# Passer d'une logique de solidarité à une émergence politique pour les Sahraouis

■ Comment passer d'une logique de solidarité à une émergence politique, et par quel moyen consolider les institutions sahraouies à même d'aider le peuple sahraoui à définir ses stratégies, maintenir sa persévérance dans le combat pour l'autodétermination, ont été les points retenus des interventions au premier jour de la 6<sup>e</sup> Conférence internationale sur le droit des peuples à la résistance qui se tient à Alger.

Par Sara H.

Fabio Marcelli, président des juristes démocrates italiens, qui a affirmé avoir assisté à une des audiences du procès des prisonniers du groupe Gdeim Izik, condamnés sans preuves, a évoqué la violation de tous les pactes juridiques possibles par les autorités marocaines. Il s'agit d'une parodie de justice contre le droit international, a-t-il estimé, soulignant l'impératif de trouver d'autres formes de lutte, de faire campagne internationale, pour quoi pas, pour permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination. D'Amérique latine, du Chili précisément, vient Esteban Silva, président de l'Association chilienne et latino-américaine des amis de la RASD. Ce dernier a évoqué deux points, le premier celui des moyens permettant de passer de la solidarité à l'action. Il faut, pour lui, continuer de lutter pour le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et combattre pour qu'il se réapproprie ses richesses spoliées. Le second point, tel

que décrit par M. Silva, consiste en la recherche d'une meilleure façon de construire la viabilité de l'Etat sahraoui. «Nous devons travailler pour un agenda de solidarité internationale, dans le domaine culturel, économique et politique, seule logique nécessaire pour accompagner le peuple sahraoui». D'un autre côté, le Panaméen Leonardo Alfonso Kam Binns, parlementaire, également responsable des relations internationales du Parti révolutionnaire démocratique (PRD), s'est dit satisfait du 1<sup>er</sup> jour de la Conférence internationale sur le droit des peuples à l'autodétermination, et que le Panama ne compte pas arrêter de soutenir le peuple sahraoui. «Le pays a reconnu en juin 1978 la République arabe sahraouie démocratique (RASD), ce qui constitue un fait transcendantal pour les Panaméens», a dit M. Binns. «Il faut aider le peuple sahraoui à définir ses stratégies, ses tactiques, son rythme. Quelle que soit la forme du combat qu'il choisirait, économique, politique et diplomatique, on le soutient», a-t-il assuré. Ce responsable a évoqué dans ce sillage, l'échec

du Conseil de sécurité à organiser un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, 25 ans après l'adoption du plan de règlement du conflit du Sahara occidental. Il a suggéré, à cet effet, de soumettre à l'Assemblée générale des Nations unies (AG) une proposition d'exploiter les points non-exploités au niveau restreint du Conseil de sécurité de l'ONU. L'AG compte 54 pays membres. «La solidarité aide à vaincre», s'est-il chargé de dire.

## Les Parlements européens autonomes réunis à Saragosse dans une semaine

De son côté, le parlementaire espagnol, Carmelo Barrio, président de l'Inter groupe espagnol des Parlements autonomes (composé de 17 Parlements autonomes de l'Europe), a annoncé la tenue, dans une semaine à Saragosse (la capitale de la région de l'Aragon, au nord-est de l'Espagne), d'une conférence pour approfondir les actions en faveur du peuple du Sahara occidental qui doit,



d'ailleurs, être fier de ses institutions qui ne cessent de se consolider. Il sera question aussi de chercher comment faire respecter la légalité internationale. Le premier pas, pour l'intervenant espagnol, consiste à tendre la main au Front Polisario. Pour sa part, Saloum Cisse, président de l'ADPPA-Fondation pour la paix en Afrique, a indiqué qu'à présent la communauté internationale se trouve face à une impasse organisée et entretenue. «Nous sommes face à l'impuissance des instances internationales à résoudre le conflit du Sahara occidental de manière vite et équitable. Je vous demande donc de continuer de lutter et

de ne pas baisser les bras pour un Sahara occidental libre». Il a, en outre, mis l'accent sur la nécessité de mettre les instances dites internationales devant leurs responsabilités, et devant l'histoire, ajoutant que cette conférence, une fois de plus, doit nous permettre de créer les conditions d'une vraie émergence politique pour les Sahraouis. L'intervenant guinéen n'a pas manqué, par ailleurs, de saluer toutes les forces qui s'expriment depuis plus de 40 ans pour le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, un droit juste et inaliénable et surtout approuvé par les Nations unies.

S. H./APS

## Maroc

### Au moins 70 arrestations à Jerada

Des représentants de la gauche marocaine ont dénoncé vendredi à Rabat la «répression» des autorités face au mouvement de protestation sociale dans l'ancienne ville minière de Jerada, en faisant état d'au moins 70 arrestations depuis mi-mars. «Il y a eu au moins 70 personnes arrêtées, ce qui fait beaucoup pour une petite ville comme Jerada (nord-est)», a déclaré Abdeslam Laâziz, secrétaire général du Congrès national ittihadi (CNI, opposition) au cours d'une conférence de presse. «L'Etat répond par la répression aux manifestations pour les revendications économiques et sociales du fait de son incapacité à satisfaire ces demandes et de sa persistance à mener une politique économique qui aggrave les inégalités», affirme dans un communiqué commun la Fédération de la gauche démocratique (FDG, opposition) qui regroupe plusieurs partis dont le CNI, de l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH) et de la Fédération nationale de l'enseignement (FNE, syndicat). Les autorités locales, elles, chiffrent à 56 les arrestations, avec différents motifs comme «incitation à la désobéissance, outrage et usage de la violence à l'encontre de fonctionnaires publics avec préméditation (...) ou incitation à

commettre des crimes et délits», selon un responsable cité par l'AFP. A cela s'ajoutent quatre autres arrestations, selon la même source. «Pourtant au début, le gouvernement a reconnu que les revendications étaient légitimes», a estimé, vendredi à Rabat, Abdelilah Benabdeslam, vice-président de l'AMDH. Un

premier procès est prévu demain lundi à Oujda, la capitale régionale, et les signataires du communiqué ont appelé à un sit-in à cette occasion. Pour eux, Jerada n'est pas un cas isolé, mais illustre «la situation politique et sociale du Maroc» avec, dans plusieurs villes, des «tensions liées aux inégalités sociales et

une absence de réponse autre que la répression». La contestation à Jerada est née fin décembre après la mort de deux mineurs dans un puits abandonné où ils cherchaient du charbon, suivie de deux autres décès accidentels. Les habitants de cette ville économiquement sinistrée ont manifesté pour

réclamer une «alternative économique» aux «mines de la mort» laissées par la fermeture du centre minier à la fin des années 1990. Les arrestations ont relancé le mouvement avant que les manifestations ne soient interdites.

Amel N.

## Tunisie

### Quatre accords de partenariat signés avec la FAO

Quatre accords de partenariat ont été signés entre le ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les quatre accords portent sur la gestion des ressources en eau, le secteur oléicole et la coopération tripartite sud-sud entre la Tunisie, le Maroc et la FAO dans le domaine agricole. Deux accords parmi les quatre signés concernent la gestion des ressources en eau. Le premier consiste en un projet d'implémentation de l'agenda 2030 pour l'efficacité, la productivité et la durabilité de l'eau dans les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord (NENA) durant la période 2016-2020. Il profite à huit pays de la région à savoir la Tunisie, le Maroc, l'Algérie, l'Egypte, l'Iran, la Jordanie, le Liban, la Palestine et a pour objectif d'accroître l'efficacité et la productivité de l'eau dans les systèmes agricoles des pays concernés et l'amélioration de la gouvernance de l'eau à travers l'adoption de nouvelles technologies et de bonnes pratiques. Le deuxième accord

concerne un projet de coopération technique visant à évaluer le potentiel et à gérer les risques de l'irrigation solaire au Proche-Orient et en Afrique du Nord, au profit de trois pays bénéficiaires à savoir la Tunisie, l'Egypte et la Jordanie. Le troisième accord signé touche au «Développement du secteur oléicole en Tunisie : Prospective et stratégie d'amélioration». En vertu de cet accord, la FAO fournira une assistance technique aux autorités, organismes et professionnels intervenant dans ce secteur, afin de favoriser l'adoption des nouvelles technologies dans le domaine oléicole. Le quatrième accord concerne un programme de coopération tripartite Sud-Sud entre la FAO, la Tunisie et le Maroc dans le domaine agricole. Il vise à échanger les expériences et à développer la coopération entre les trois partenaires en matière de valorisation des produits agricoles, d'utilisation des énergies renouvelables dans les domaines de production laitière, de transformation et de conditionnement des produits agricoles, de renforcement des capacités locales et de valorisation

de la contribution de la diaspora au développement rural. A cette occasion, le ministre de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche, Samir Taieb, a souligné «la nécessité d'un changement de méthodes et d'approches afin de réussir la mutation d'une agriculture traditionnelle vers une agriculture moderne», formulant l'espoir de voir se généraliser les expériences de coopération Sud-Sud avec d'autres pays, pour optimiser l'échange d'expertises entre les agriculteurs de la région. De son côté, le Coordinateur du Bureau sous-régional de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Afrique du Nord, Michael George Hage, a réitéré l'engagement de l'organisation onusienne aux côtés des pays de la région sur des thématiques centrales, telles que le développement agricole, l'amélioration de la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles... mettant l'accent sur l'importance de l'échange d'expérience entre les différents pays de la rive sud de la Méditerranée dans ces domaines.

R. M.



## Affaire Skripal

# Moscou expulse plus de 50 diplomates en riposte aux Occidentaux

■ *Moscou a ordonné l'expulsion de plus de 50 diplomates d'une vingtaine d'États en riposte contre les pays ayant annoncé cette semaine leur décision de chasser des diplomates russes dans le cadre de l'affaire Skripal, la plus importante vague d'expulsions croisées du genre de l'Histoire.*

Par Rosa C.

Les ambassadeurs de 23 pays parmi lesquels la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, le Canada et la Pologne ont été convoqués au ministère russe des Affaires étrangères, où ils se sont vu notifier les mesures d'expulsion prises à l'encontre de leurs diplomates. «Il leur a été remis une note disant qu'en protestation aux accusations déraisonnables et aux expulsions de diplomates russes (...), la Russie déclare *persona non grata* le nombre correspondant d'employés diplomatiques», a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué. Moscou répond à l'identique, en expulsant le même nombre de diplomates que chaque pays a expulsé d'émissaires russes. Quatre diplomates de l'Allemagne, du Canada, de la France et de la Pologne devront par exemple quitter la Russie.

Treize diplomates ukrainiens devront également quitter Moscou, un nombre identique au nombre de Russes qui avaient été contraints de quitter Kiev cette semaine. Selon un décompte effectué par l'AFP, 58 diplomates vont être expulsés de Russie après les mesures annoncées vendredi. A ce chiffre doit s'ajouter les représailles de Moscou contre la Macédoine. Hier, le Premier ministre australien, Malcolm Turnbull a annoncé que Moscou avait donné une semaine à deux diplomates australiens pour quitter le territoire en réplique aux expulsions par Canberra de deux diplomates russes, qualifiés d'*agents de renseignement non déclarés*. Skopje avait expulsé un diplomate russe. Au total, avec l'annonce par Sergueï Lavrov jeudi soir de l'expulsion de 23 diplomates britanniques et ordonné la fermeture du British Council et du consulat britannique de Saint-Petersbourg. Moscou a aussi décidé vendredi de nouvelles mesures contre Londres, lui donnant un mois pour réduire son personnel diplomatique en Russie au même niveau que celui des missions diplomatiques russes au Royaume-Uni. «Compte tenu du fait que la Belgique, la Hongrie, la Géorgie et le Monténégro ont décidé au dernier moment de rejoindre ce mouvement, la Russie se réserve le droit de prendre des mesures» à leur égard à l'avenir, a précisé la diplomatie russe. La Russie s'est défendue d'être responsable de cette «guerre diplomatique» qui s'envenime. «Ce n'est pas la Russie qui a initié un échange de sanctions ou un échange d'expulsion de diplomates», a déclaré à la presse le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Les États-Unis avaient été le premier pays à apprendre cette semaine l'expulsion de 60 de leurs diplomates en réponse aux mesures équivalentes prises par Washington après l'empoisonnement le 4 mars au Royaume-Uni d'un ex-agent double russe, Sergueï Skripal, et de sa fille Ioulia. L'hôpital où est soignée Ioulia Skripal a indiqué que son état s'améliore rapidement, tandis que son père reste dans un état critique mais stable. Londres impute à la Russie cet empoisonnement par un agent neurotoxique militaire, malgré les

dénégations de Moscou. Près de Washington, à l'aéroport de Dulles, des avions russes étaient déjà présents vendredi sur le tarmac pour rapatrier les diplomates, dont Moscou a nié qu'ils soient des espions. Ils ont jusqu'à lundi pour quitter le territoire américain. La Russie pourra déposer de nouvelles demandes d'accréditation pour remplacer ses officiels expulsés, a précisé vendredi à l'AFP un responsable du département d'État américain. «Toute demande de nouvelle accréditation diplomatique sera examinée au cas par cas», a-t-il ajouté. Les 60 diplomates américains expulsés par Moscou ont eux «été déclarés *persona non grata* pour activités incompatibles avec leur statut diplomatique et ont une semaine pour



PH. > D. R.

quitter le pays», selon la diplomatie russe, qui a également ordonné la fermeture hier du consulat général des États-Unis à Saint-Petersbourg. «La Russie a été obligée de prendre des mesures de rétorsion en réponse aux actes inamicaux et illégitimes» de Washington, a souligné M. Peskov. «Il n'y a aucune justification à la réaction russe», a rétorqué la porte-parole du département d'État américain, Heather Nauert, ajoutant que les États-Unis se réservaient «le droit d'y répondre». Dans le cadre de ces mesures de rétorsion sans précédent coordonnées entre Occidentaux, ce sont plus de 140 diplomates russes en Europe, en Amérique du Nord, en Ukraine ou en Australie qui doivent être expulsés au total. R. C.

Sierra-Léone

## Le pays choisit son président lors d'un second tour à suspense

Quelque 3,1 millions d'électeurs sierra-léonais ont commencé hier à choisir leur nouveau président pour un second tour très indécis entre l'héritier du président sortant et le candidat du principal parti d'opposition, arrivé de peu en tête au premier tour. A 07h00 GMT, heure prévue de l'ouverture des 11 122 bureaux de vote répartis dans ce pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, les électeurs étaient moins nombreux que lors du premier tour, le 7 mars, où la participation avait dépassé les 84%, ont constaté des journalistes de l'AFP dans deux quartiers de la capitale Freetown. Les bureaux doivent fermer à 17h00 GMT, les premiers résultats sont attendus en début de semaine prochaine.

«Jusqu'ici, tout est normal, ça se passe pacifiquement. Les gens vont venir plus tard», assure l'agent de presse de l'APC, délégué par le parti au pouvoir APC pour

observer le déroulement des opérations dans un petit bureau de vote du quartier d'Aberdeen, à Freetown, installé dans un immeuble en construction.

«Je viens voter pour le président qu'il faut, cela me rend fier», confiait Momoh Kamala, un agent d'entretien de 36 ans, en attendant son tour dans une petite queue d'une dizaine de personnes. A Aberdeen, le vote a commencé avec un petit quart d'heure de retard. Après avoir présenté leur carte d'identité, les électeurs posent un doigt sur un tampon encre, puis s'isolent quelques instants avec un bulletin pour apposer leur empreinte face au nom et à la photo du candidat de leur choix.

Les électeurs doivent choisir entre le peu connu Samura Kamara, homme lige du président sortant Ernest Bai Koroma et candidat de l'APC, le parti au pouvoir, qui avait remporté

42,7% des suffrages le 7 mars, et celui du principal parti d'opposition, le SLPP, l'ancien général Julius Maada Bio, qui l'avait devancé de peu avec 43,3% des voix.

«Le duel est trop serré pour dire qui va l'emporter», a déclaré vendredi à l'AFP l'analyste politique Edmond Abu, alors que la campagne a été marquée par des violences sporadiques entre partisans des deux camps et une montée des tensions ethniques.

Les deux partis peuvent en principe compter sur le soutien de leurs fiefs respectifs, dans un pays où les affiliations politiques coïncident souvent avec l'appartenance ethnique ou régionale.

La victoire pourrait dès lors se jouer à Freetown, à la population plus diversifiée, et dans le district diamantifère de Kono, dans l'Est du pays, traditionnellement considéré comme un «swing state», souligne M. Abu.



## Points chauds

### Flamme

Par Fouzia Mahmoudi

Le Front national tente désespérément de se réinventer mais semble être sur une mauvaise pente qu'il n'arrive plus à remonter. Et si Marine Le Pen semble penser qu'un changement de nom du parti aidera à renforcer l'image du mouvement, les faits pour le moment semblent la contredire. En effet, à seulement quelques mois des élections européennes, plusieurs élus et certains militants du Front national ont claqué la porte du parti de Marine Le Pen. D'autre part, malgré la multiplication ces derniers mois de questionnaires en direction des adhérents, ces derniers sont de plus en plus nombreux à estimer qu'ils ne sont pas écoutés. Et tous gardent encore en souvenir la terrible fin de campagne présidentielle de leur candidate. «Je préférerais oublier [...] le fameux débat de la présidentielle, car c'est ce soir-là que la flamme en moi s'est éteinte», affirme Thierry Gourlot, ancien conseiller régional du Grand-Est, pour expliquer son départ. Outre le face à face que la dirigeante frontiste a admis avoir «raté» face à Emmanuel Macron, cet élu de Moselle ne se reconnaît pas dans le «slogan ni droite-ni gauche» de Florian Philippot, ancien bras droit de Marine Le Pen, parti en septembre fonder son propre parti. Ce retraité de la SNCF qui se revendique de la «droite libérale conservatrice» a rejoint jeudi le Centre national des indépendants et des paysans (Cnip) avec quatre autres élus frontistes. En tout, sept conseillers ont quitté le groupe régional, qui a fondu à 28 élus, au lieu de 46, depuis les régionales de 2015. Onze d'entre eux avaient déjà quitté le Front national en septembre, en suivant leur ex-tête de liste Florian Philippot. Le Front national a déjà connu des départs après les municipales de 2014, «suivies par une hémorragie, deux ans après, avec le départ d'un quart, voire d'un tiers des conseillers municipaux», rappelle le sociologue Sylvain Crépon. Au conseil régional d'Île-de-France, les effectifs du groupe FN ont diminué de quasi-moitié depuis 2015, passant de 22 à 12 élus. Deux conseillères l'ont quitté cette semaine en raison d'un collègue qu'elles accusent de «violences». Début décembre, trois élus ont démissionné d'un groupe jugé «trop à gauche» et pratiquant «un autoritarisme dans les relations entre les responsables et les élus de terrain». Sylvain Crépon met ces déperditions sur le compte du «rapport que le parti entretient avec ses élus», qui souffrent d'un «déficit de reconnaissance, ayant l'impression de recevoir peu par rapport à ce qu'ils donnent», même si le congrès des 10 et 11 mars a validé une meilleure représentation des fédérations et des élus locaux. Reste à voir si les derniers efforts de la direction du FN porteront leurs fruits et redonneront confiance à leurs élus et partisans ou si le parti frontiste continuera à perdre de sa crédibilité qu'il a si difficilement acquise ces dernières années. F. M.





L'ONDA lance une opération

# Sensibilisation à Paris en direction des artistes et créateurs algériens

■ L'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (Onda) a lancé, vendredi en fin d'après-midi à Paris, une opération de sensibilisation en direction de la communauté artistique algérienne établie en France afin qu'elle puisse profiter des usages de sa création.

Par Adéla S.

Le coup d'envoi de cette opération, qui va durer jusqu'au 6 avril, a été donné au cours d'une cérémonie organisée au siège de l'ambassade d'Algérie en France, en présence de l'ambassadeur, Abdelkader Mesdoua, du DG de l'Onda, Sami Bencheikh El-Hocine, et d'une centaine d'artistes, musiciens, chanteurs et écrivains.

L'objectif de cette initiative, comme l'a expliqué de la DG de l'Onda, est de sensibiliser, faire adhérer et permettre aux artistes et créateurs algériens résidant en France de «profiter des usages de leur création».

Des portes ouvertes seront organisées, à compter de samedi, au Centre culturel algérien de Paris, avec l'ouverture d'un bureau de l'office qui permettra aux auteurs et artistes d'adhérer et obtenir sur place la carte de membre.

Sami Bencheikh El-Hocine a rappelé aux présents que l'office qu'il dirige est à la fois une source de revenus pour la communauté artistique, mais également un «rempart juridique» qui veille à la protection des droits d'auteur et droits voisins, aux plans national et international.

Dans ce contexte, il a indiqué que pas moins de 49 conventions ont été signées avec de «grands» pays, comme la France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, les Etats-Unis et le

Canada, précisant dans le même sens que des conventions ont été également passées avec des plateformes du Net, notamment Netflix, Notify et Youtube.

A cet effet, il a expliqué que cette opération en direction de la communauté artistique algérienne de France sera suivie d'une série d'activités en Province pour mieux faire connaître l'Onda, rétablir un rapport de confiance, œuvrer à protéger les droits et soutenir les projets.

«Nous voulons créer des passerelles avec ceux qui ont des droits à faire valoir et qui ont besoin de protection», a-t-il dit, exprimant la disponibilité de l'Onda de revoir sa façon de travailler avec les artistes et auteurs.

Dans ce cadre, une rencontre professionnelle sera organisée samedi au Cabaret sauvage de Paris, sous forme de rendez-vous convivial destiné aux acteurs culturels qui permettra d'exposer la vision que porte l'Onda en Algérie et à travers le monde.

Il est à noter que cette opération de sensibilisation, en ce qui concerne la protection des droits d'auteur et des droits voisins, permettra également de recenser et de répertorier les créateurs algériens et leurs œuvres réalisées en France, en les inscrivant officiellement dans le répertoire de la création nationale en tant que patrimoine commun.

L'ambassadeur Abdelkader



Mesdoua a appelé les artistes, dans une brève allocution, à créer un réseau de la communauté artistique algérienne vivant en France, soulignant l'importance accordée par les hautes autorités du pays aux membres de la communauté nationale à l'étranger.

Plusieurs artistes, accueillant favorablement cette démarche, n'ont pas manqué, au cours d'un débat, de soulever moult problèmes et questionnements liés à la protection de leurs droits en Algérie, exprimant leurs appréhensions quant au marché informel des œuvres artistiques.

Le DG de l'Onda a expliqué

que l'Algérie est le seul pays où les actions de protection des droits d'auteur et voisins sont soutenues par la police et la gendarmerie, indiquant qu'en 2017 environ deux millions de CD piratés (l'équivalent de 39 camions) ont été détruits.

«Nous avons resserré les choses qui ont beaucoup évolué», a-t-il dit, ajoutant que de gros efforts ont été consentis pour éradiquer le piratage.

«Sur le plan informatique, l'Onda a saisi 80 000 logiciels piratés et nous avons demandé à Microsoft de déposer plainte, hélas cela n'a pas été encore fait», a-t-il encore indiqué.

A toute l'assistance artistique, il a demandé d'adhérer à l'Onda pour qu'un travail puisse être fait dans le cadre de la protection des droits.

A. S./APS

Livres

## Bientôt une librairie algérienne à Paris

Une librairie pour la vente des livres édités en Algérie sera bientôt ouverte à Paris, a annoncé, vendredi après-midi, le directeur général de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda), Sami Bencheikh El-Hocine.

«Dans les deux ou trois mois, ouvrira à Paris une librairie pour la vente des livres édités en Algérie. C'est un dossier ouvert par le ministère de la Culture qui est bien avancé», a-t-il répondu à la préoccupation de l'écrivain Mohand Zeggagh, auteur de deux livres liés à la guerre de Libération édités en Algérie et dont il a souhaité la commercialisation en France de la production intellectuelle algérienne.

Le DG de l'Onda se trouve à Paris dans le cadre du lancement de la campagne de sensibilisation en direction de la communauté artistique algérienne établie en France afin qu'elle puisse profiter des usages de leur création.

Le coup d'envoi de cette opération a été donné vendredi au siège de l'ambassade d'Algérie en France, en présence d'une centaine d'artistes algériens résidant en France.

L'ambassadeur d'Algérie, Abdelkader Mesdoua, a précisé pour sa part que c'est un projet qui a été discuté au niveau ministériel afin de répondre aux besoins des membres de la communauté algérienne en matière de littérature de leur pays d'origine.

Ces derniers ont exprimé leur soif pour les livres édités en Algérie, notamment lors du Livre Paris ou Maghreb des livres, deux salons organisés chaque année à Paris.

Beaucoup de livres d'auteurs français, édités en France, sont disponibles dans les librairies algériennes, alors que les livres d'auteurs algériens, édités en Algérie, ne sont pas vendus en France.

L'ambassadeur a rendu hommage, par ailleurs, à la jeune écrivaine Kaouther Adimi qui a décidé d'éditer son dernier roman «Nos richesses» simultanément en France (Seuil) et en Algérie (Barzakh).

Racim C.

Événement culturel

## «Splendeurs d'Algérie» prochainement à Courbevoie

«Splendeurs d'Algérie», un événement culturel proposant un voyage en Algérie à travers des conférences, expositions, animations et spectacles, sera organisé les 14 et 15 avril prochain à Courbevoie (Ile-de-France), a-t-on appris vendredi de l'ambassadeur d'Algérie en

France, Abdelkader Mesdoua.

Cet événement est programmé à l'occasion de «Youm el-Ilm» (journée du Savoir), célébré le 16 avril de chaque année. L'ambassade d'Algérie en France s'est associée à l'organisation de cet événement, en partenariat avec le mouvement asso-

ciatif algérien activant en France ainsi que la mairie de Courbevoie. Au programme de cette manifestation, aussi riche que variée, les visiteurs auront droit à des expositions, des ateliers de tissage et de poterie du terroir, un défilé de mode traditionnelle, un voyage virtuel en

Algérie, des concerts de musique et une projection-débat du documentaire «L'Emir Abdelkader, le prisonnier tant aimé». Les visiteurs pourront participer à une tombola, grâce au concours d'entreprises et d'établissements hôteliers algériens.

K. L.

## Ouled Bessam (Tissemsilt) «La forêt des amis» subjugué les enfants

LA PIÈCE théâtrale pour enfants «La forêt des amis» (ghabet el asdiqaa) a subjugué les petits venus nombreux assister à ce spectacle animé vendredi à Ouled Bessam (Tissemsilt).

Cette nouvelle production de la coopérative culturelle locale «El-ghouroub» a été jouée avec succès à la bibliothèque municipale, et ce, dans le cadre de la 8<sup>e</sup> édition du festival «Lire en fête».

Écrite par Lakhdar Mansouri et mise en scène par Ahmed Riadh, l'histoire met en action quatre amis (Manou, Koukou, Jenhal et Bahboub) luttant contre des êtres maléfiques pour les empêcher de détruire la forêt.

Cette œuvre de création récente a un objectif pédagogique à l'effet de sensibiliser les petits à l'importance de l'environnement, a souligné le metteur en scène, annonçant une tournée de ce même spectacle en avril dans plusieurs écoles de la wilaya.

Un programme riche en activités culturelles a été animé dans le cadre de la 8<sup>e</sup> édition du festival «Lire en fête» qui devait s'achever, hier, avec un concert de Cheb Yazid au théâtre de plein air de Tissemsilt, ont indiqué les organisateurs.

M. L.



## Coup-franc direct

Madjer face aux «déments»

Par Mahfoud M.

Le sélectionneur national, Rabah Madjer, a senti le besoin de s'expliquer après les quelques couacs apparus lors du dernier match amical face à l'Iran qui s'est terminé en queue de poisson. En effet, outre le score en défaveur des Verts, il faut savoir qu'il y a eu des cas d'indiscipline, avec surtout le geste de Mahrez et le coup de gueule de Taïder. Le sélectionneur national, sur la défensive, a tenu à indiquer qu'il n'a aucun problème avec Mahrez qu'il dit indispensable à l'EN, le considérant comme une véritable star qui peut apporter beaucoup à la sélection. Pour ce qui est de son geste, il a tenu à le dédouaner, indiquant qu'il était normal qu'il montre sa désapprobation après avoir été remplacé, mais qu'il n'a pas dépassé les limites de la correction. Mais qu'est-ce qui l'a amené à se comporter de la sorte et qu'est-ce qui explique cette sortie publique ? Il faut savoir que Madjer est, depuis quelque temps, attendu au tournant avec une partie de consultants le critiquant pour tout et rien. Pourtant, il n'est pas le premier ni le dernier sélectionneur à avoir quelques désagréments avec un groupe de joueurs, sachant que même Halilhodzic, considéré comme le coach le plus autoritaire parmi ceux qui ont eu à diriger l'EN, avait fait face à des cas d'indiscipline.

M. M.

## Championnats d'Afrique d'haltérophilie Farid Saâdi décroche l'or

L'ALGÉRIEN FARID Saâdi a remporté jeudi soir une médaille d'or aux Championnats d'Afrique d'haltérophilie (jeunes) organisés au Caire (Egypte), a appris l'APS auprès de la direction de la jeunesse et des sports de Tébessa. Après ce sacre continental, le natif de la ville de Tébessa est assuré de participer aux prochains Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ),

prévus en octobre prochain Buenos-Aires (Argentine), a indiqué la même source. Outre la médaille d'or, Farid Saâdi a également obtenu deux médailles d'argent en juniors et trois autres en cadets, selon la même source. L'Egypte a abrité du 26 au 29 mars les Championnats d'Afrique d'haltérophilie (cadets/juniors), compétition qualificative pour les JOJ 2018.

## Coupe d'Algérie de vovinam viet vo dao L'AS Sûreté nationale haut la main

L'AS SÛRETÉ nationale a remporté la 16<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Algérie de Vovinam viet vo dao en s'adjugeant un total de 18 médailles (14 or, 1 argent, 3 bronze), à l'issue des finales disputées vendredi à la salle Harcha (Alger). La deuxième place du classement est revenue à l'Olympique Bourouba avec 12 médailles (6 or, 3 argent, 3 bronze), alors que la troisième place du podium est occupée par l'Avenir de Oued Semar avec 3 médailles (1 or, 2 argent). L'entraîneur de l'ASSN, Abdenour El-Hachemi, s'est «félicité» des résultats obtenus par ses athlètes qui se sont adjugés un troisième trophée consécutif. «Je pense que nous méritons amplement cette consécration. Nos athlètes ont bien travaillé durant la préparation et malgré la concurrence des athlètes de Bourouba nous avons réussi à conserver notre trophée», a-t-il déclaré. De son côté, le président de la Fédération algérienne de la discipline, Mohamed Djouadj, a estimé qu'un travail de base est réalisé au sein des clubs, permettant l'émergence de nouveaux champions et l'évolution de la discipline en Algérie. Les épreuves de la 16<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Algérie de Vovinam viet

vo dao se sont déroulées en présence de l'ambassadeur du Vietnam en Algérie qui s'est réjoui de la parfaite organisation de l'événement, assurant son soutien à la Fédération algérienne pour le développement de cet art martial en Algérie.

Les sélections algériennes juniors (garçons et filles) ont décroché 25 médailles (14 or, 5 argent et 6 de bronze), à l'issue de la deuxième journée des Championnats méditerranéens de lutte cadets, juniors et seniors, organisés à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger (29-31 mars). En lutte libre, la sélection algérienne masculine a remporté de fort belle manière la première place par équipes après avoir décroché neuf médailles (7 or et 2 de bronze). Les sept médailles d'or ont été l'œuvre de Kateb Salaheddine (57 kg), Lakel Amine (62 kg), Lakel Fares (70 kg), Mehnane Adhim (86 kg), Kibir Waleaddine (92 kg), Farege Mohamed (97 kg) et Oussama Abdellaoui (79 kg), alors que Madijène Oussama (125 kg) et Saidi Imad (65 kg) ont pris le bronze. La compétition a été très rude devant les lutteurs grecs qui sont très costauds en lutte libre, la preuve ils ont récolté les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> places du classement de la catégorie. «Après avoir été sacré du titre africain, je suis très heureux de partager ce titre ici à Alger, en attendant d'autres consécra-

# Ligue 1 Mobilis (24<sup>e</sup> journée) Le MCA inarrêtable, le NAHD surprend, le DRBT se reprend

■ Rien ne semble arrêter le Mouloudia d'Alger qui a réussi encore une fois un large succès à domicile pour le compte de la 24<sup>e</sup> journée de la Ligue 1 Mobilis, en battant l'USM Blida sur le score de (4/1) au stade du 5-Juillet. Le NA Hussein-Dey, quant à lui, a confirmé ses prétentions de jouer le podium en revenant avec le succès face à l'USM Bel-Abbès et le DRB Tadjenant s'est repris en battant à domicile la JS Saoura (1/0).

Par Mahfoud M.

Condamnée à réussir un bon résultat pour préserver ses chances de maintien, l'USMB a réussi une assez bonne première mi-temps, réagissant admirablement à l'ouverture du score par Hachoud (11'), en égalisant dès la 21', par Aïssa El Bey. Mais la suite a été nettement moins bonne, puisque les Vert et Blanc se sont littéralement effondrés en deuxième mi-temps. D'abord devant Walid Derrardja, auteur d'un doublé (62' et 67'), puis devant Souibaa, ayant clôturé le festival mouloudéen à la 74'. Un précieux succès pour le Doyen, puisqu'il lui permet de prendre provisoirement la 3<sup>e</sup> place avec 40 points, tout en ayant un match en retard contre la JS Kabylie, programmé le 3 avril prochain, alors que l'USMB reste lanterne rouge avec 18 points. Soit avec trois longueurs sur l'avant-dernier, l'USM El Harrach, qui de surcroît compte un match en moins. C'est surtout le DRB Tadjenant qui a réussi une bonne affaire dans la course au maintien, après sa victoire par deux buts à zéro contre la JS Saoura, grâce à Kodjo-Doussé (26') et Demane (90'). Un précieux succès qui place le DRBT à la 12<sup>e</sup> place, avec un longueur d'avance sur les deux actuels premiers non relégués, l'US Biskra et la JS Kabylie, qui de



Les Vert et Rouge intraitables

leur côté se sont neutralisées (1-1) dans le duel direct pour le maintien, qui les a opposés à Biskra. Les choses avaient pourtant bien commencé pour les Ziban, ayant ouvert le score dès la 51' grâce à un penalty d'Ogbi. Mais le coaching de l'entraîneur kabyle, Youcef Bouzidi a été gagnant, puisque le fraîchement incorporé Mehdi Benaldjia a nivelé la marque pour les Canaris à la 68'. Un nul au goût de défaite pour l'USB et qui arrange un peu mieux les affaires de la JSK, qui compte un match en retard contre le MC Alger. Autre bonne affaire, celle du NA Hussein Dey, revenu avec une précieuse victoire de son périlleux déplacement chez

l'USM Bel-Abbès. Un succès assuré dès la 23' par Khacef, et qui permet au Nasria de rejoindre l'USM Alger à la 4<sup>e</sup> place du classement général avec 38 points, au moment où l'USMBA reste 9<sup>e</sup>, avec 29 points non loin de la zone rouge. L'USM Alger avait la possibilité de faire mieux un peu plus tôt dans l'après-midi, mais elle a mal négocié son court déplacement chez le CR Belouizdad, où elle s'est inclinée sur un penalty du défenseur Amir Belaïli (34'). C'est donc le Chabab qui réussit la bonne affaire dans ce derby, grimpa à la 10<sup>e</sup> place du classement général avec 27 points.

M. M.

## Championnats méditerranéens de lutte (2<sup>e</sup> journée/juniors) L'EN obtient 25 médailles dont 14 en or

dans l'avenir», a déclaré à l'APS Farege Mohamed, champion d'Afrique en titre. Les juniors algériens se sont également illustrés en lutte gréco-romaine, en remportant neuf médailles (4 or, 3 argent et 2 de bronze). Les médailles d'or ont été remportées par Naanaa Mourtaoua (60 kg), Merabet Abdelmalek (63 kg), Moumen Amar (72 kg) et Benmerzouga Walid (130 kg), alors que Djebbari Abdeljabar (67 kg), Rouabeh Fadi (77 kg) et Bendjeloul Amine (67 kg) ont pris l'argent. Les deux médailles de bronze ont été décrochées par Mehani Sami (82 kg) et Khelif Laid (97 kg). En lutte féminine, les Algériennes voulaient vraiment gagner la première place par équipes, mais l'objectif n'a pas été réalisé face à des Tunisiennes beaucoup plus décidées à aller chercher la plus haute marche de podium, avec deux médailles d'or de plus par rapport à l'équipe algérienne au classement final. La sélection algérienne a remporté sept médailles (3 or, 2 argent et 2 de bronze), alors que la Tunisie a terminé la compétition avec un total de six médailles (5 or et 1 argent). Les trois

médailles d'or algériennes ont été décrochées par Boura Farah (55 kg), Khelal Iina (65 kg) et Amoura Sandra (72 kg), alors que Hammiche Amel (68 kg) et Houfafa Rayan (57 kg) se sont contentées de l'argent. Les deux médailles de bronze sont l'œuvre de Harcha Randjia (53 kg) et Ibtissem Dououd (50 kg). La troisième et dernière journée des Championnats méditerranéens des luttes associées verra le déroulement des épreuves consacrées à la catégorie des cadets (libre, gréco-romaine et féminine). Deux-cent-trente athlètes représentant 11 pays dont l'Algérie prennent part à la 3<sup>e</sup> édition des Championnats méditerranéens des luttes associées. Les pays participant sont : la France, la Serbie, la Grèce, le Portugal, l'Italie, le Maroc, la Tunisie, la Palestine, la Syrie et l'Egypte. L'Algérie est représentée par 92 athlètes, toutes catégories confondues : cadets (24 athlètes), cadettes (10), juniors garçons (21 athlètes), juniors filles (08 athlètes), seniors messieurs (19 athlètes) et dames (10 athlètes).

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Lutte anti-criminalité

### Une quantité de cannabis traité récupérée et 75 personnes interpellées

UNE QUANTITÉ de cannabis traité, des armes blanches, des comprimés psychotropes ont été saisis et 75 individus suspects impliqués dans divers délits ont été interpellés par les forces de police dans les wilayas d'Alger et d'Oran dans le cadre de la lutte contre la criminalité, a indiqué samedi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, notamment la détention et le trafic de stupéfiants, les forces de police des sûretés de wilaya d'Alger et d'Oran, ont mené des opérations de recherches à travers leurs secteurs de compétence, ce qui a permis l'interpellation de 75 individus

suspects impliqués dans divers délits», a précisé la même source. Les forces de police de la Sûreté de wilaya d'Alger, ont effectué récemment des descentes dans plusieurs quartiers de la capitale, lesquelles se sont soldées par la récupération de 80 comprimés psychotropes, une quantité de cannabis traité, des armes blanches et l'arrestation de 74 individus suspects impliqués dans ces divers délits, a ajouté la même source.

Les forces de police de la sûreté de la wilaya d'Oran ont interpellé un individu suspect pour une affaire liée au trafic de drogue et ont récupéré 345 comprimés psychotropes et de 566 grammes de cannabis traité. APS

## Nouakchott

### Des showrooms pour trois entreprises algériennes

UN NOUVEAU jalon est venu renforcer la coopération économique entre l'Algérie et la Mauritanie avec l'ouverture à Nouakchott de trois showrooms des entreprises FAMAG, spécialisée dans la fabrication du matériel agricole, Géant Electronics et SAFCER pour la fabrication de céramique et produits rouges.

La cérémonie d'inauguration des espaces d'exposition de ces trois entreprises, qui ont choisi la Mauritanie pour leur première expérience d'exportation, a eu lieu en présence de l'ambassadeur d'Algérie à Nouakchott, Noureddine Khendoudi, du président de l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal), Ali Bey Nasri, de responsables du ministère du Commerce, ainsi que le P-dg du Groupe privé mauritanien HB-Hamidi Bouchraya, partenaire

des trois entreprises algériennes, et des hommes d'affaires mauritaniens. A cette occasion, l'ambassadeur d'Algérie a salué la dynamique des relations commerciales entre les deux pays, passées à la phase de concrétisation sur le terrain sur la base d'un partenariat gagnant-gagnant.

M. Khendoudi a souligné, dans ce sens, les perspectives prometteuses de la coopération entre les deux pays, qui s'attèlent à l'élaboration d'une nouvelle convention commerciale à même de la consolider davantage à travers l'ouverture, très prochaine, d'un passage frontalier et l'organisation, en juillet prochain, de la 2<sup>e</sup> édition de la Foire des produits algériens à Nouakchott.

Kamel L.

## Batna et M'sila

### Une personne arrêtée et trois armes à feu saisies

UN DÉTACHEMENT de l'Armée nationale populaire, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, a intercepté, vendredi, à Batna/5<sup>e</sup> RM et M'sila/1<sup>er</sup> RM, une personne et saisi trois armes à feu, indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale,

a intercepté, le 30 mars 2018, à Batna et M'sila, une personne et saisi trois armes à feu», précise la même source.

En outre, 8 655 litres de carburant destinés à la contrebande, ont été saisis à Souk-Ahras, Tébessa et Taref.

Par ailleurs, «un détachement de l'ANP et des éléments de la Gendarmerie nationale, ont arrêté 30 immigrants clandestins de différentes nationalités à Adrar, Tiemcen, Tindouf et Ouargla», ajoute le communiqué du MDN.

M. L.

## Poisson d'avril 2018



Loomis

Djalou@hotmail.com

## Une caravane médicale organisée à Ighil Ali/ Béjaïa

### Plus de 450 consultations réalisées

■ En sus des dépistages qui ont été faits et liés aux maladies chroniques comme le cancer du col de l'utérus et le cancer du sein, plusieurs médecins spécialistes ont répondu présents et ont dispensé des consultations bénévolement.

#### Par Hocine Cherfa

Une caravane médicale de deux jours est organisée depuis avant-hier par l'association Socio-Sanitaire dite «Ma Santé en Valeur de Tazmalt». Cette caravane de solidarité qui mérite tous les encouragements du monde s'est rendue à Ighil Ali, une commune montagnaise de la haute Soummam et déshéritée. Il s'agit de faire des dépistages sur plusieurs maladies chroniques et offrir, à l'occasion, des consultations gratuites en faveur des villageois de la commune d'Ighil Ali et ses environs, notamment, Takorraft, Aït R'zine, Mouka, El-Klaâ, Ath Saci, Bouni, etc. Cette action est soutenue par l'APC d'Ighil Ali et l'APW de Béjaïa à travers la commission santé et environnement conduite par M<sup>me</sup> Tidia Ougour et l'association «El Hayet» aux handicapés; elle est réalisée au niveau de la polyclinique de la localité qui ne dispose pas d'assez de moyens matériels et humains (personnel médical spécialisé) en général pour la prise en charge de certaines pathologies jugées graves et nécessitant des médecins spécialistes expérimentés. En sus des dépistages qui ont été faits et liés aux mala-

dies chroniques comme le cancer du col de l'utérus, le cancer du sein, plusieurs médecins spécialistes ont été présents et ont dispensé des consultations bénévolement.

On compte une dizaine de spécialités qui ont été prises en charge par la caravane, dont la cardiologie, psychologie, rhumatologie, orthopédie, médecine générale, gynécologie, pédiatrie, pneumologie, chirurgie dentaire et néphrologie.

L'objectif de ce travail de solidarité qui est observé depuis plusieurs années à Béjaïa, plusieurs associations activant dans les domaines de la santé comme l'Association Soummam, Association Les amis de la faculté de médecine, etc, est de soigner des personnes, qui faute de moyens et de places dans les hôpitaux, n'arrivent pas à se soigner.

Il s'agit aussi de faire des dépistages sur certaines maladies qui ne sont pas prises en charge par l'établissement de santé de proximité (EPSP) de la localité dont certaines personnes sont porteuses mais, sans le savoir faute d'exploration aussi. 200 personnes voire plus ont été déjà auscultées durant la première journée, dira Oualid Redjdel, président l'asso-

ciation «Ma Santé en Valeur de Tazmalt», que nous avons contacté à ce propos.

Les consultations se sont poursuivies jusqu'à 19h et aussi une bonne partie de la journée d'hier. «Ce sont au moins 450 consultations que nous avons réalisées dont plus de 90 en spécialité gynécologie et environ 70 en spécialité pédiatrie en deux jours», dira notre interlocuteur. «Nous avons réalisé 90 consultations dont 40 consultations en spécialité gynécologie la demie journée d'avant-hier», a-t-il précisé encore. C'est dire encore que ces deux spécialités manquent grandement dans la région.

Notons qu'une équipe d'une trentaine de personnes entre médecins, bénévoles, paramédicaux, laborantins ont fait partie de cette caravane qui vient de boucler son travail.

Il faut noter que les spécialités qui ont été prises en charge sont très rares dans le village et les malades d'Ighil-Ali et ses environs sont contraints, souvent, de faire le déplacement à l'EPH d'Akbou et chez des médecins spécialistes de la même ville pour une prise en charge, soit un parcours de quelque 25 km.

H. C.